

Un mythe rationnel : la « société de la connaissance »

Par **Alain CAMBIER**

Professeur de chaire supérieure en philosophie,
chercheur associé UMR 8163 « Savoirs, textes, langage »

En 2000, l'objectif de la stratégie de Lisbonne – fixé par le Conseil Européen – prétendait « faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010 ». Depuis, il est de bon ton de caractériser notre époque comme celle de la « société de la connaissance ». Sous l'effet du développement des technologies de l'information et de la communication, la circulation intense et très largement distribuée de données et d'informations permettrait de faciliter la transmission et la création de savoirs. Pourtant, l'objectif fixé pour 2010 par le Conseil Européen ne fut jamais atteint. Bien plus, parler de « société de la connaissance » aujourd'hui revient à entretenir un mythe rationnel¹ qui nous rend aveugle à une réelle montée de l'ignorance.

Nous n'avons apparemment jamais disposé d'autant de moyens pour développer la connaissance et celle-ci est désormais présentée comme la condition d'une croissance intelligente de nos sociétés. Il est vrai que la part du capital immatériel devient de plus en plus importante, par rapport au capital tangible, pour stimuler l'économie. Mais que l'amplification de ces moyens puisse constituer une garantie contre la persistance de l'inculture est loin d'être avéré. Au contraire, ils peuvent eux-mêmes devenir des fabriques de l'ignorance, voire les nouveaux vecteurs de l'obscurantisme.

Quand l'école faillit à sa mission

Quand l'école ne fait plus de l'instruction pour tous sa priorité, elle renonce à exercer sa mission fondamentale. Alors que le budget de l'Éducation nationale n'a fait que croître², l'école présente aujourd'hui de graves dysfonctionnements : le classement PISA³ publié en 2016 place désormais notre pays à la 27^{ème} position. Bien plus, celui-ci est répertorié comme le plus inégalitaire de l'OCDE. D'un côté, la voie royale qui conduit aux grandes écoles apparaît de plus en plus élitiste, puisque le modèle d'excellence ne concerne que 4 % d'une classe d'âge issus la plupart du temps du même milieu social : la reproduction des élites est devenue une forme de népotisme légal. En revanche, la proportion des élèves en difficulté s'envole : nous assistons à un véritable effondrement du système éducatif. Nous pouvons pointer plusieurs causes, comme la confusion complaisamment entretenue entre la massification de l'enseignement et sa démocratisation. Mais, surtout, le triomphe du « pédagogisme » s'est fait au détriment de l'enseignement disci-

plinaire. L'éducation est devenue une affaire d'animation, fondée sur le principe du puérocentrisme plutôt que sur celui de l'autorité de l'enseignant. Aussi, les connaissances les plus élémentaires comme lire, écrire, compter se révèlent de moins en moins maîtrisées⁴. Les indicateurs attestent une persistance de l'illettrisme malgré les progrès de la scolarisation. Selon une enquête de l'Insee de 2011, 7 % de la population seraient illettrés : si l'on y ajoute les personnes carrément analphabètes, et celles qui ont des difficultés à lire et à écrire en français, on approche le taux de 25 % de Français fâchés avec leur langue maternelle. À l'illettrisme s'ajoute l'innumérisme, c'est-à-dire le nombre de plus en plus grand d'élèves éprouvant de graves difficultés en mathématiques... L'école a désormais une part de responsabilité dans l'émergence d'une « *Dumbest Generation* »⁵. Car la crise de la transmission s'explique aussi pour d'autres raisons et, en particulier, l'utilisation de plus en plus massive des TIC qui induit la disorthographe généralisée, comme dans le langage SMS où nos « petites poucettes »⁶ préfèrent même remplacer les mots par des émoticônes.

La confusion entre information et connaissance

Depuis les années 90, l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication – qui s'est accompagnée du maillage d'équipements techniques de plus en plus sophistiqués tant dans l'espace privé que dans l'espace public⁷ – a nourri la célébration de notre entrée dans l'ère

¹ Cf. J. Meyer et B. Rowan : *Institutionalized organisations : Formal structure as myth and Ceremony* dans *American Journal of sociology*, 83, p. 340-363, 1977. Cf. également A. Hatchuel dans *Comment penser l'action collective ? Théorie des mythes rationnels*, Annales universitaires de Besançon, 1996.

² Depuis le début des années 80, le budget de l'Éducation nationale a plus que doublé en euros.

³ Acronyme pour *Program for International Student Assessment*.

⁴ Selon un rapport de 2007 du Haut Conseil de l'Éducation, 4 écoliers sur 10 sortent du CM2 avec de graves lacunes en lecture, écriture et calcul qui ne parviennent pas à être rattrapées au collège.

⁵ Cf. M. Bauerlein, *The Dumbest Generation*, Londres, 2008.

⁶ Cf. M. Serres, *Petite Poucette*, éd. Le Pommier, 2012 : « Je le baptise Petite Poucette, pour sa capacité à envoyer des SMS avec son pouce ».

⁷ Notamment WWW *world wide web*. En 2016, le monde compte 3,4 milliards d'internautes, soit 46 % de la population mondiale, et 2,3 milliards d'utilisateurs des réseaux sociaux.

d'une société de la connaissance⁸. Or, ce mythe repose sur une autre confusion grave entre l'information et la connaissance. Ce n'est pas parce que l'information circule désormais à la vitesse de la lumière et qu'elle est mise à notre disposition en surabondance que notre connaissance s'accroît : celle-ci requiert un processus de réflexion personnelle, une attention volontaire et ne peut se réduire à accumuler des données ou à fonctionner avec des copiés-collés. Alors que l'on peut utiliser *Internet* pour acquérir des connaissances, son usage se révèle de valeur très inégale : il sert souvent à échanger des potins triviaux qui contribuent à la dégradation entropique des messages. Sur *Facebook*, le *must* de l'échange se réduit au *thumbs up* et, sur *Twitter*, nous sommes condamnés à « gazouiller » en micro-textes nécessairement dédialectisés. Comme le soulignait Dominique Foray, « la connaissance est ce qui donne à l'homme ses qualités cognitives. L'information, au contraire, reste un ensemble de données, certes formatées et structurées, mais inertes et inactives, ne pouvant par elles-mêmes conférer une capacité d'action à celui qui les détient »⁹. Les outils de l'information sont devenus une source perpétuelle de distraction et d'effritement de la concentration : le mental s'habitue à réagir plutôt qu'à agir, à satisfaire nos envies compulsives plutôt qu'à réfléchir. Bien plus, comme l'a souligné T. H. Davenport¹⁰, nous sommes de plus en plus fascinés par la « plomberie » – en l'occurrence, la sophistication technique de nos moyens de communication – plutôt que par la qualité du contenu qui circule dans ses « tuyaux ». Enfin, l'illusion est de faire croire que la connaissance codifiée pourrait se substituer à la connaissance tacite. Si une partie de la connaissance peut être « objectivée », c'est-à-dire numérisée, en revanche les aptitudes acquises, les habilités cognitives, toutes les connaissances tacites relèvent de savoirs et de savoir-faire incarnés qui supposent un ancrage patient dans un temps long auquel nous tournons le dos, au profit des mirages d'une connaissance livrée de manière instantanée.

Les nouveaux réseaux de l'obscurantisme

Comme l'a souligné D. Casali, dans son ouvrage *La Longue montée de l'ignorance*¹¹, notre société hyperconnectée et hyperinformée favorise paradoxalement l'ignorance et contribue au triomphe médiatique des obscurantistes. Alors que la transmission des connaissances a toujours impliqué la présence d'une autorité, et donc une certaine verticalité institutionnelle dans les rapports humains, l'infrastructure d'internet permet de publier sans avoir à en demander le droit à qui que ce soit. Dès lors, nous avons affaire à une communication rhizomatique où tout semble permis. Dans le dernier roman d'Umberto Eco¹², un personnage remarque : « Les réseaux sociaux ont donné le droit à la parole à des

légions d'imbéciles qui, avant, ne parlaient qu'au bar... On les faisait taire tout de suite alors qu'aujourd'hui ils ont le même droit de parole qu'un prix Nobel : c'est l'invasion des imbéciles ». Au premier degré, nous trouvons la blogosphère où chacun dispense ses certitudes, de manière autocratique : chaque blogueur se considère comme « la mesure de toutes choses »... Mais les réseaux sociaux sont aussi les principaux vecteurs d'une remise en question systématique des vérités de fait, voire des vérités de raison. Comme le remarque D. Casali : « *Internet* n'a rien inventé, mais a considérablement fait évoluer le conspirationnisme ». L'attitude des activistes de la post-vérité confine à une sorte de délire assumé, cultivant le négationnisme. Au nom de ce nihilisme cognitif, les négationnistes dénie toute légitimité aux institutions établies et à tout ce qui permet de se repérer objectivement dans l'existence. Ils se claquent dans des « bulles de filtres » où chacun peut se complaire dans le cercle étroit de ses croyances irrationnelles, en biaisant le débat public et en favorisant paradoxalement l'incommunicabilité. Leur esprit de contradiction consiste paradoxalement à tout faire pour se soustraire au principe de non-contradiction, en stigmatisant les bases d'un débat public raisonné que garantit un espace institutionnalisé et en réservant leur « bonne parole » à des *followers* actuels ou potentiels. Sous prétexte de dénoncer la « pensée unique », ils démissionnent de l'universalité de la raison et distillent le soupçon sur toute vérité de fait, pour se réfugier dans des extrapolations rocambolesques et justifier les pires stéréotypes. Ainsi peut-on constater la mobilisation des intégristes religieux sur les réseaux sociaux pour défendre le créationnisme. Dans un article paru en 2016, les chercheurs S. Blancke et P. Kjaergaard¹³ soulignent combien *Internet* a permis aux adeptes du créationnisme, dans le monde entier, de discuter sur des forums, de faire du prosélytisme et de lever des fonds. Dans notre société contemporaine, chacun prétend se définir désormais non plus à partir de règles communes, et d'un relevé scrupuleux des faits, mais par des « options de vie », comme si croire en la science ou non était devenu un choix strictement subjectif. Cette prolifération médiatique de dogmes intégristes religieux reflète et, en même temps, accroît l'ignorance de masse.

Alors que la liberté d'expression caractérise la démocratie, les dogmatiques en tirent profit pour dénier la valeur même des institutions démocratiques. Prétendre que toutes les opinions pourraient se valoir et abandonner le projet d'une confrontation institutionnalisée des idées pour rendre possible la rectification de ses propres opinions erronées – plutôt que de simplement les proclamer – conduit nécessairement à une régression mentale. Entretenir l'illusion que le processus de la connaissance pourrait se réduire à une portée de clic nous entraîne vers une société d'idocrates¹⁴. ■

⁸ Cf. le cours en ligne d'I. Kustosz « *Société et Économie de la connaissance* » sur <http://brickblog.univ-lille1.fr/scgests/module/4/>

⁹ Cf. D. Foray, *L'Économie de la connaissance*, éd. La Découverte, 2000.

¹⁰ Cf. le site web de T.H. Davenport : <http://www.tomdavenport.com/books.html>.

¹¹ Dimitri Casali, *La Longue montée de l'ignorance*, éd. First, 2017.

¹² Cf. Umberto Eco, *Numéro zéro*, éd. Bompiani, 2015.

¹³ Cf. l'article « Creationism invades Europe » dans la revue *Scientific American*, octobre 2016.

¹⁴ Dans son ouvrage, Casali se réfère à la problématique du film *Idiocracy* de Mike Judge.